

## Avec Macron, vous payez l'addition !

### ◆ Toujours plus de dépenses et d'impôts !

Dans son programme, le candidat Emmanuel Macron promettait 60 milliards d'euros d'économies et 20 milliards d'euros de baisses d'impôts (dont 10 milliards d'euros pour les ménages).

Résultat : son premier budget augmente les dépenses de l'Etat (+ 7,3 milliards d'euros) et augmente les impôts sur les ménages (+ 4,5 milliards d'euros selon l'INSEE).

La France est pourtant déjà n°1 des dépenses publiques (56,2% en 2016 selon Eurostat) et n°1 des impôts et cotisations sociales (46,9% du PIB en 2016 selon Eurostat).

A grand renfort de communication, Emmanuel Macron cherche à raconter aux Français un monde virtuel. Mais les faits ont la tête dure. **C'est parce qu'il ne lutte pas contre le gaspillage de l'argent public, que le gouvernement va chercher l'argent dans la poche des classes moyennes.**

Non seulement Emmanuel Macron ne revient pas sur le matraquage fiscal de François Hollande dont il était le conseiller et le ministre (+ 35 milliards d'euros d'impôts sur les ménages en 5 ans), mais il continue d'augmenter la fiscalité sur les plus modestes, les classes moyennes et les retraités.

### ◆ Le matraquage fiscal des retraités

Dès janvier 2018, des millions de retraités ont vu leur CSG augmenter de 25%. Macron avait promis qu'il ne demanderait un effort qu'aux retraités « les plus aisés » (*Le Point*, 31 août 2017). De nombreux retraités qui pensaient ne pas être touchés par la hausse de CSG ont donc eu la mauvaise surprise de découvrir en janvier qu'ils allaient payer beaucoup plus d'impôts.

Un couple de jeunes retraités qui touchent chacun une pension de 1 000 € net/mois a 444 euros de CSG en plus dès cette année. **Font-ils partie de ceux qu'Emmanuel Macron appelle « les retraités les plus aisés » ?**

En prenant en compte les hausses de taxes sur le diesel, le fioul, le tabac, un couple de retraités avec 1000 € chacun perdra plus de 600 € de pouvoir d'achat cette année (premier profil).

Même avec l'exonération partielle de 30% de la taxe d'habitation, la plupart des retraités seront perdants. La taxe d'habitation médiane est de 500 € : l'exonération en 2018 sera donc inférieure à 150 € pour la majorité des Français. Nous connaissons la méthode : les hausses d'impôts, c'est pour tout de suite et les baisses sont promises pour plus tard...

Ce n'est pas juste ! Les retraités ne sont pas des privilégiés, ils ont souvent travaillé plus que nous et dans des conditions difficiles, **ils n'ont pas volé leur retraite. Elle est le fruit d'une vie de travail.**

### ◆ Les pensions d'invalidité aussi touchées

Les retraités ne sont pas les seuls perdants. La hausse de CSG s'applique également aux pensions d'invalidité, c'est-à-dire à des personnes touchées par la maladie ou un accident de la vie qui les empêchent de travailler. Les pensions d'invalidité leur permettent de vivre mais aussi de rémunérer une personne qui les aide dans leur quotidien.

Quelqu'un qui touche une pension d'invalidité de 1300 euros net/mois paye cette année 288 euros de CSG en plus. Comment le gouvernement peut-il le justifier ?

En prenant en compte la hausse de taxe sur le gaz, le bénéficiaire d'une pension d'invalidité de 1300 € perdra 250 € de pouvoir d'achat cette année (deuxième profil).

### ◆ Le détricotage de la politique familiale

Dans la continuité de la politique menée par François Hollande, Emmanuel Macron détricote la politique familiale.

La baisse des plafonds de la prestation d'accueil du jeune enfant exclut du dispositif 10 % des familles qui étaient éligibles. Ce seront les classes moyennes qui seront le plus touchées puisque les familles les plus aisées n'étaient déjà pas éligibles à cette aide. 6 % des familles ne seront également plus éligibles à la prime de naissance. Pour les 1,6 millions de familles qui bénéficient encore de la PAJE, son montant est baissé de 8,5% en 2018.

Ainsi, un couple de futurs parents gagnant chacun 1750 € n'aura plus accès à un total de plus de 1700 € de prestations familiales cette année. En prenant en compte la hausse de fiscalité sur l'épargne (les intérêts des nouveaux PEL seront taxés à 30% dès la première année) et sur le gasoil, les baisses de cotisations salariales sont largement neutralisées par des hausses d'impôts (troisième profil).

Il est irresponsable de s'attaquer à la politique familiale, alors même que les familles et les classes moyennes ont déjà été les premières victimes du quinquennat Hollande (baisse du quotient familial, fin de l'universalité des allocations familiales). Ces coups de rabot dans le soutien aux familles est d'autant plus préoccupant qu'il s'inscrit dans un contexte de baisse de la natalité observée depuis 2010 et qui s'est accentuée à partir de 2014.

## ◆ Hausse massive des charges sur les agriculteurs

Emmanuel Macron avait promis aux indépendants « 500 € supplémentaires par an pour un salaire de 2200 euros nets par mois »... Résultat : un travailleur indépendant agricole gagnant 2200 € nets par mois va perdre 1300 € cette année !

Les agriculteurs non-salariés sont ainsi touchés par une hausse de cotisations massive et non compensée. 40% d'entre eux verront leur pouvoir d'achat baisser. Ainsi, un chef d'exploitation agricole ayant un revenu net de 1350 € payera près de 300 € de charges supplémentaires cette année (quatrième profil).

## ◆ Hausses des taxes sur l'essence, le gasoil, le fioul, le gaz...

**Les Français sont taxés à tous les niveaux !** Par exemple, la hausse de taxe sur le chauffage au gaz ou au fioul représentera en moyenne + 52 € et + 67 € dès 2018. Un Français qui a un véhicule diesel et se chauffe au fioul payera 538 € de taxes en plus à la fin du mandat selon la Direction générale de l'énergie et du climat.

**Emmanuel Macron mène une politique anti-automobilistes.** La hausse de taxe sans précédent sur le carburant pèsera d'abord sur la France des campagnes (77% des personnes habitant à 60km de leur lieu de travail sont propriétaires d'un véhicule diesel contre la moitié des urbains selon l'IFOP). Le propriétaire d'un véhicule diesel faisant deux pleins de 60 litres par mois perdra 110 € de pouvoir d'achat en 2018. Utiliser sa voiture, notamment pour aller travailler, n'est pas toujours un choix : est-il nécessaire de rappeler au gouvernement qu'il n'y a pas de métro dans les campagnes françaises ? Sans parler du 80 km/h généralisé, exemple typique d'une mesure absurde décidée depuis les ministères parisiens.

## ◆ Une politique fiscale injuste

Les Républicains soutiennent les baisses d'impôts. Mais pour que des baisses d'impôts soient justes, il faut que tout le monde en bénéficie. Or, **ce sont toujours les classes moyennes qui paient**. Une étude de l'OFCE a ainsi montré que 42% des cadeaux fiscaux d'Emmanuel Macron bénéficieront aux 5% des Français les plus aisés.

Alors qu'il supprime l'ISF pour les produits financiers, **le gouvernement ne fait aucun geste sur l'impôt sur le revenu des familles et des classes moyennes. Il a aussi oublié la promesse électorale d'exonérer de charges sociales les heures supplémentaires.**

Selon la même étude de l'OFCE, les décisions du gouvernement auront un impact négatif sur le pouvoir d'achat de l'ordre de 65% des ménages

français en 2018. **Emmanuel Macron ne défend que « les premiers de cordée » en méprisant « ceux qui ne sont rien » à ses yeux.** Il oublie que des millions de familles ont déjà du mal à joindre les deux bouts : près d'un tiers des Français (30%) sont à découvert au moins une fois par trimestre (étude CSA/Cofidis de septembre 2017) et 37% des Français font leurs courses à 5 € près (étude Ipsos de mars 2017).

Pour pouvoir baisser véritablement les impôts, il faudrait d'abord s'attaquer au gaspillage de l'argent public, ce qu'Emmanuel Macron ne fait pas.

Les dépenses de l'Etat augmenteront encore de 7,3 milliards d'euros cette année (+ 2,3%). Emmanuel Macron s'était engagé à diminuer de 120 000 le nombre de fonctionnaires sur le mandat. Or, il y aura seulement 1600 fonctionnaires d'Etat en moins en 2018. A ce rythme, l'objectif ne sera pas atteint en 5 ans mais en 75 ans.

### **Nous proposons donc :**

- **Une vraie lutte contre le gaspillage de l'argent public ;**
- **Une règle d'or : zéro hausse d'impôts et de taxes ;**
- **Pour revaloriser le travail, la défiscalisation des heures supplémentaires.**